



ELECTIONS DEPARTEMENTALES des 22 et 29 mars 2015

**DANS LES LUTTES COMME DANS LES URNES,
L'HEURE N'EST PAS A LA RESIGNATION !**

Les 22 et 29 mars 2015 prochain aura lieu un moment très important de la vie démocratique du pays : les élections départementales.

Moment capital, d'abord parce que comme pour toutes les élections, c'est l'occasion qui est donnée à chaque citoyen de s'exprimer sur les choix politiques qui sont faits par nos représentants et d'y défendre les intérêts de sa catégorie sociale et l'intérêt général qui nous unit dans les valeurs républicaines.

Important ensuite, parce que les compétences et les actions menées par notre département sont très utiles dans la vie quotidienne de centaines de milliers d'entre nous !

Pour rappel, ce sont les conseils généraux qui gèrent la politique de l'enfance, de l'action sociale au sens large (dont le soutien aux personnes handicapées et les personnes âgées), les collèges, les routes départementales, la voirie et le soutien à la politique culturelle.

Dans notre département du Val-de-Marne, le Conseil général, à majorité de gauche et présidé par un communiste, déploie une politique très active sur le plan de la solidarité, de soutien à la population et aux services publics avec des choix offensifs, comme par exemple un très grand réseau de crèches départementales (la moitié des crèches départementales de France se

trouvent dans le 94 !), le remboursement de la moitié de la carte de transports pour les collégiens, une prise en charge de la carte améthyste pour les retraités, un ordinateur donné aux collégiens, etc...

Bien sûr, ce volontarisme politique ne suffit pas à lui seul, à faire totalement sortir les val-de-marnais des difficultés de vie et de travail qu'ils rencontrent. Cependant, il atténue pour des milliers de familles les effets d'une crise dont ils ne sont en rien les responsables.

Ces élections arrivent dans un contexte économique et politique extrêmement lourd.

Depuis 2008, sous prétexte d'une crise financière liée à des intérêts privés (banques, systèmes financiers internationaux, spéculateurs) les gouvernements français et européens font payer la facture aux populations à l'aide d'un discours culpabilisateur et mensonger sur l'origine de la crise.

Emboitant le pas à la droite, le gouvernement, après avoir promis le changement, renie, une à une, ses promesses et déçoit ainsi la majorité de ceux qui, parmi les salariés, lui avaient accordé leur suffrage.

Malgré nos mobilisations syndicales, nos actions, les cris d'alerte lancés, le

gouvernement reste sourd aux attentes exprimées.

Pire, il utilise l'arme anti démocratique du 49-3 pour imposer à l'Assemblée nationale ses projets régressifs, comme la scandaleuse loi Macron, qui va étendre le travail de nuit et du dimanche, faciliter les procédures de licenciements et affaiblir les prud'hommes.

C'est d'ailleurs cette analyse qui pousse la CGT à prendre ses responsabilités en impulsant avec la FSU, FO, SOLIDAIRES une grande journée de grève et de mobilisation le 9 avril prochain pour exiger un changement de politique, pour imposer au gouvernement d'entendre la voix et les colères des salariés de notre pays !

Dans notre département du Val-de-Marne, surfant sur le mécontentement populaire, la droite (UMP/UDI/MODEM) qui elle-même a pourtant été la championne des injustices et de l'austérité de 2002 à 2012, responsable de dizaines de mesures anti sociales (fin de la retraite à 60 ans, casse de notre industrie, gel des salaires etc...) promet si elle revenait au pouvoir encore plus d'efforts pour la population, plus de sacrifices, en un mot plus de REGRESSION !

La droite, nous la connaissons sur le plan national avec Sarkozy et son équipe.

Nous voyons également comment elle se comporte dans les villes qu'elle gère dans notre département : contre la construction de logements sociaux, contre la solidarité, contre les droits et moyens de défense des salariés, comme par exemple à Villejuif avec leur projet de vendre la bourse du travail.

Elle est clairement un ennemi de tous ceux qui veulent le progrès social !

Ce manque d'alternative pour le progrès social offre un boulevard à un parti aussi dangereux pour la démocratie qu'est le front national, qui, bénéficiant des faveurs des médias de masse, apparaît comme le principal bénéficiaire de la colère qui monte dans le pays.

Dans le respect de son indépendance, mais sans tomber dans une fausse neutralité, à l'heure de la gravité de la situation, la CGT comme toujours prend ses responsabilités.

Ouvriers, salariés, chômeurs, privés d'emploi, retraités, cette politique anti sociale, ce risque sur la démocratie, ce système sans avenir ne sont pas des fatalités !

Refusons l'abstentionnisme qui nous démobilise et affaiblit les positions du monde du travail !

Empêchons par notre vote, le retour de la droite anti sociale et revancharde pour s'emparer du département du Val-de-Marne !

Ne laissons pas le FN, ce parti anti social, de la haine, de la division et du racisme, imposer ses points de vue !

Comme d'autres peuples d'Europe confrontés aux mêmes politiques d'austérité qui les étouffe (Grèce, Espagne) qui ont su faire des choix courageux, l'heure n'est pas à la résignation, mais à la mobilisation collective dans les rues le 9 avril et dans les urnes pour soutenir des politiques de progrès qui répondent enfin aux besoins de la population !